ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Instruction publique, le 15 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent "modifiant l'article 10 de l'arrêté royal du 4 septembre 1930 qui règle la collation des grades académiques dans les universités de l'Etat", a donné en sa séance du 28 juillet 1950. l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 15e Juli 1950 door de Minister van Openbaar Onderwijs verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "houdende wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit van 4 September 1930 tot regeling van het toekennen der academische graden door de Rijksuniversiteiten", heeft ter zitting van 28 Juli 1950 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté tend, en son article 1er, à remplacer les dispositions de l'article 10 de l'arrêté royal du 4 septembre 1930 en modifiant, d'une part, celles de ces dispositions qui concernent les récipiendaires absents sans motifs légitimes, que le projet assimile aux ajournés, alors que l'arrêté royal les assimilait aux refusés, et en introduisant, d'autre part, dans la réglementation une disposition nouvelle aux termes de laquelle "tout récipiendaire qui aura été refusé deux fois pour une même épreuve ne pourra plus se représenter une troisième fois à la dite épreuve".

En son article 2, le projet tend enfin à abroger les dispositions de l'arrêté du Régent du 17 décembre 1946, selon lesquelles le recteur d'une université de l'Etat ne peut recevoir l'inscription des étudiants qui ont subi trois échecs pour une même épreuve, quel que soit le jury devant lequel cette épreuve a été présentée.

\+

\+ \+

La disposition aux termes de laquelle tout récipiendaire qui aura été refusé deux fois pour une même épreuve ne pourra plus se représenter une troisième fois, ne peut trouver de base légale dans l'article 50 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Elle dépasse, en effet, les pouvoirs conférés par le législateur au Roi pour déterminer les époques et le mode des inscriptions pour les examens à subir dans les universités de l'Etat, les écoles de médecine vétérinair de l'Etat, les instituts agronomiques de l'Etat ou devant les jurys constitués par le Gouvernement, ainsi que l'ordre dans lequel on y sera admis.

La disposition que le projet d'arrêté entend introduire dans la réglementation n'est pas une modalité

../..

d'inscription aux examens. Elle constitue une cause d'exclusion aux examens et heurte, dans la mesure où elle empêche ainsi l'admissibilité aux examens dans les universités de l'Etat, les dispositions du Titre I, articles 2 et 3, des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Elle ajoute à la loi.

\+

\+ +

En ce qui concerne l'article 2, il convient de remarquer qu'il n'est pas de bonne technique de prévoir l'abrogation partielle d'un article en se bornant à rappeler le contenu de la partie abrogée. La disposition devrait être rédigée en forme de modification textuelle de l'article 28 de l'arrêté du 9 décembre 1849, tel que celui-ci a été modifié par l'arrêté du Régent du 17 décembre 1946.

Le texte proposé ci-après pour l'article 2 étant cependant moins évocateur que celui du projet, il conviendrait d'en préciser, dans un considérant, la portée exacte.

\+

\+ +

En prévoyant à l'article 1er que les récipiendaires empêchés pour des raisons légitimes de participer à une épreuve sont assimilés aux ajournés, on arrive à dire le contraire de ce que l'on semble vouloir.

De l'article 4 de l'arrêté royal du 4 septembre 1930 il appert, en effet, que le sort de ces récipiendiaires est différent de celui des ajournés car, aux termes de cette disposition, les récipiendaires ajournés,

s'ils se représentent, paient la totalité des frais d'examen, alors que ceux qui sont empêchés de se présenter à un examen pour des motifs légitimes ne paient que la moitié de ces frais s'ils se représentent.

\+

\+ +

Le texte ci-après tient compte de ces observations.

Il présente les dispositions du projet dans un ordre plus logique et comporte, enfin, des modifications de détail qui ne nécessitent aucun commentaire.

Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne l'inscription des étudiants au rôle et aux examens, l'arrêté royal du 9 décembre 1849 décrétant le règlement organique des universités de l'Etat, et l'arrêté royal du 4 septembre 1930.

LEOPOLD III,
Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi organique de l'enseignement supérieur, réimprimée en vertu de la loi du 15 juillet 1849, notamment l'article 29;

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 50;

Vu l'arrêté royal du 9 décembre 1849 décrétant le règlement organique des universités de l'Etat, notamment l'article 28, modifié par l'arrêté du Régent du 17 décembre 1946;

../..

Vu l'arrêté royal du 4 septembre 1930 réglant la collation des grades académiques par les universités de l'Etat, notamment l'article 10;

Considérant qu'il y a lieu de supprimer la limitation apportée par l'arrêté du Régent du 17 décembre 1946 au pouvoir des recteurs des universités de l'Etat, d'inscrire les étudiants au rôle de l'université et, en conséquence, de rétablir dans sa rédaction primitive l'article 28 de l'arrêté royal du 9 décembre 1849;

Considérant qu'il importe de modifier les conséquences de l'ajournement des récipiendaires aux examens universitaires;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Instruction publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.

L'article 28 de l'arrêté royal du 9 décembre 1849, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du Régent du 17 décembre 1946, est remplacé par la disposition suivante :

" Article 28. Le recteur inscrit lui-même les étudiants au rôle; il les éclaire sur les devoirs qu'ils ont à remplir.

L'élève, avant son inscription, s'engage à observer les règlements universitaires." .

../..

Article 2 (1er du projet).

L'article 10 de l'arrêté royal du 4 septembre 1930 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 10. § 1er. Les récipiendaires qui n'ont pas répondu d'une manière satisfaisante, sont ajournés ou refusés.

Les récipiendaires absents sans motifs légitimes, sont ajournés.

Les récipiendaires empêchés pour des motifs reconnus légitimes, sont excusés.

§ 2. Les récipiendaires ajournés et les récipiendaires excusés ne peuvent pas se représenter pendant la même session.

Les récipiendaires refusés ne peuvent se représenter qu'après l'expiration d'une année d'études.".

Article 3.

Notre Ministre de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI:

Le Ministre de l'Instruction publique,

Het ontwerp van besluit strekt, in artikel 1, tot vervanging van de bepalingen van artikel 10 van het koninklijk besluit van 4 September 1930; daartoe wordt, enerzijds, wijziging gebracht in de bepalingen betreffende de examinandi die zonder gewettigde redenen afwezig zijn; deze worden door het ontwerp gelijkgesteld met de uitgestelden, terwijl het koninklijk besluit ze met de afgewezenen gelijkstelde; anderzijds wordt in de reglementering een nieuwe bepaling ingevoegd, luidens welke "ieder examinandus, die tweemaal werd geweigerd voor dezelfde proef, zich geen derde maal voor bedoelde proef zal mogen aanbieden ".

In artikel 2, ten slotte, strekt het ontwerp tot opheffing van de bepalingen van het besluit van de Regent van 17 December 1946, volgens welke de rector van een Rijksuniversiteit de inschrijving van de studenten, die voor eenzelfde proef driemaal zijn mislukt, niet mag aanvaarden, welke ook de examencommissie weze waarvoor deze proef werd afgelegd.

\+

\+ \+

Voor de bepaling, luidens welke ieder examinandus die tweemaal voor een zelfde proef is afgewezen, geen derde maal mag opkomen, is geen wettelijke grondslag te vinden in artikel 50 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

Zij gaat immers de machten te buiten, door de wetgever aan de Koning verleend voor het bepalen van de tijdstippen en de wijze van inschrijving voor de examens af te leggen in de Rijksuniversiteiten, de Rijksveeartsenijscholen, de Rijkslandbouwhogescholen of voor de door de Regering aangestelde examencommissies, alsmede van de orde waarin men zal toegelaten worden.

./.

De bepaling, die het ontwerp van besluit in de reglementering wil invoegen, is geen modaliteit van inschrijving voo de examens. Zij schept een oorzaak van uitsluiting van de examens en is, in zover zij aldus de mogelijkheid van toelating tot de examens in de Rijksuniversiteiten vermindert, strijdig met het bepaalde in titel I, artikelen 2 en 3, van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens. Zij voegt iets toe aan de wet.

\+

\+ \+

Wat artikel 2 betreft, moet worden opgemerkt, dat het uit een technisch oogpunt minder aangewezen is, een artikel gedeeltelijk op te heffen en daarbij alleen aan de inhoud van het opgeheven gedeelte te herinneren. De bepaling zou moeten gegeven worden in de vorm van een tekstwijziging in artikel 28 van het besluit van 9 December 1849, zoals het bij het besluit van de Regent van 17 December 1946 is gewijzigd.

Daar evenwel de betekenis van de tekst, hierna voor artikel 2 voorgesteld, niet zo sprekend is als deze van het ontwerp, ware het nodig haar in een considerans te verduidelijken.

\+

\+ \+

Door in artikel 1 te bepalen dat de examinandi, die om gewettigde redenen verhinderd zijn aan een proef deel te nemen, met de uitgestelden worden gelijkgesteld, komt men er toe het tegenovergestelde te zeggen van wat men schijnt te bedoelen.

Uit artikel 4 van het koninklijk besluit van 4 September 1930 blijkt immers dat die examinandi er anders voor

./.

staan dan de uitgestelden; luidens deze bepaling betalen de uitgestelde examinandi die opnieuw opkomen de examenkosten in hun geheel, terwijl degenen die om wettige reden verhinderd waren voor een examen op te komen, slechts de helft van die kosten betalen wanneer zij zich opnieuw aanmelden.

\+

\+ \+

In de tekst hieronder is met die opmerkingen rekening gehouden.

De bepalingen van het ontwerp zijn er in een logischer volgorde voorgesteld. Tenslotte zijn enkele detailwijzigingen aangebracht, die geen commentaar behoeven.

Koninklijk besluit tot wijziging, wat betreft de inschrijving der studenten op de rol en voor de examens, van het koninklijk besluit van 9 December 1849 houdende afkondiging van het reglement tot inrichting van de Rijksuniversiteiten en van het koninklijk besluit van 4 September 1930.

LEOPOLD III, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet tot inrichting van het hoger onderwijs, herdrukt krachtens de wet van 15 Juli 1849, namelijk op artikel 29;

Gelet op de 31 December 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, namelijk op artikel 50;

./.

Gelet op het koninklijk besluit van 9 December 1849 houdende afkondiging van het reglement tot inrichting van de Rijksuniversiteiten, namelijk op artikel 28, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 17 December 1946;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 September 1930 tot regeling van het toekennen der academische graden door de Rijksuniversiteiten, namelijk op artikel 10;

Overwegende dat de beperking, door het besluit van de Regent van 17 December 1946 gesteld aan de bevoegdheid van de rectoren der Rijksuniversiteiten om de studenten op de rol van de universiteit in te schrijven, dient te worden opgeheven ,en dat artikel 28 van het koninklijk besluit van 9 December 1849 derhalve in zijn oorspronkelijke versie dient te worden hersteld;

Overwegende dat het van belang is de gevolgen van het uitstellen van examinandi bij de universitaire examens te wijzigen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Onderwijs,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.

Artikel 28 van het koninklijk besluit van 9 December 1849, zoals het is gewijzigd bij het besluit van de Regent van 17 December 1946, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 28. De rector schrijft zelf de studenten in op de rol; hij brengt hen op de hoogte van de plichten die zij te vervullen hebben.

Voordat de leerling ingeschreven wordt, verbindt hij er zich toe de reglementen van de universitei na te leven.".

Artikel 2. (1 van het ontwerp).

Artikel 10 van het koninklijk besluit van 4 September 1930 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 10. § 1. De examinandi die niet op bevredigende wijze geantwoord hebben, worden uitgesteld of afgewezen.

De examinandi die zonder gewettigde redenen afwezig zijn, worden uitgesteld.

De om gewettigd bevonden redenen verhinderde examinandi worden verschoond.

§ 2. De uitgestelde en de verschoonde examinandi mogen niet meer opkomen in de loop van dezelfde zittijd.

De afgewezen examinandi mogen eers na verloop van een studiejaar opnieuw opkomen.".

Artikel 3.

Onze Minister van Openbaar Onderwijs is belast met d uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :
De Minister van Openbaar Onderwijs,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
De Heren : raadsheer van State, voorzitter

D. DECLEIRE, conseillers d'Etat
H. BUCH, raadsheren van State

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving

J. CYPRES, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
de l'Instruction publique.
van Openbaar Onderwijs.

Le 1950.

De 1950.

Pour le greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

Voor de griffier van de Raad van State,
De Adjunct-griffier,

J. CYPRES.